
Un exemple de non-durabilité : l'expérience de l'articulation internationale des victimes de Vale

À l'heure actuelle, le secteur minier est un des principaux moteurs du système économique mondial. Dans plusieurs pays, les cas d'expropriation de populations autochtones se multiplient, y compris la perte de territoires, la désintégration des liens de solidarité des collectivités, la contamination de territoires et de sources d'eau, l'exploitation intensive des travailleuses et travailleurs, en plus de la criminalisation des groupes qui osent s'opposer aux grandes sociétés privées.

La brésilienne *Vale S.A.*, autrefois *Vale do Rio Doce*, privatisée en 1997, constitue une des grandes figures emblématiques de ce modèle d'expropriation du secteur minier [1]. La société *Vale S.A.* est la première compagnie minière du Brésil et la troisième au monde dans le secteur de l'extraction des métaux. Vale est le leader mondial dans la production de minerai de fer, le deuxième plus grand producteur de nickel. Elle se distingue aussi dans la production de manganèse, de cuivre, de charbon, de boulettes de minerai de fer, d'alliages de fer et de quelques fertilisants. Présente sur les cinq continents et dans une trentaine de pays, cette multinationale s'est dotée d'une chaîne de production intégrant les activités minières, la logistique (le transport du minerai par chemin de fer jusqu'aux ports), l'énergie (produite pour répondre à sa propre demande, qui est énorme), et la sidérurgie (transformation du minerai de fer en acier). Chaque maillon de cette chaîne produit de graves effets écologiques et sociaux.

Face au tableau mondial d'agissements de cette grande multinationale, ses victimes ont senti le besoin de créer des liens entre eux, afin d'assurer et de renforcer la résistance aux violations des droits commises par la société Vale. C'est ainsi qu'est née « l'Articulation internationale des victimes de Vale », laquelle rassemble depuis 2010 divers groupes formés de syndicalistes, d'écologistes, d'organisations non gouvernementales, d'associations communautaires, de groupes religieux et d'universitaires des huit pays où la société est présente. Leur principal objectif est de contribuer à renforcer les réseaux communautaires en faisant la promotion de stratégies pour faire face aux effets sociaux et environnementaux de l'industrie minière, et avant tout ceux de la société Vale S.A.

Au cours des dernières décennies, les critiques concernant les effets socio-environnementaux de l'industrie minière ont occupé une place importante dans le débat politique international. Les innombrables faits et données présentés par la société civile dans plusieurs pays ont contribué à affermir la conviction qu'il n'y a pas d'activité minière sans effets désastreux. Cela a représenté un danger non seulement pour la réputation et le chiffre d'affaires des entreprises, mais aussi pour la survie même de l'ensemble du secteur. Pour écarter ce danger, Vale et les principales sociétés du secteur s'efforcent de présenter à l'opinion publique une image respectueuse de l'environnement et des communautés concernées, à l'aide de ce qu'elles appellent des stratégies de durabilité.

Cela dit, la société Vale a pris l'habitude d'ignorer avec arrogance ou de donner des réponses insatisfaisantes lorsqu'elle fait l'objet de plaintes et de réclamations de la part des habitants des communautés touchées, des mouvements sociaux et des organisations syndicales d'un peu partout

dans le monde. Elle n'assume pas ses responsabilités et emploie plutôt des stratagèmes juridiques, économiques et politiques pour éviter de satisfaire aux exigences et aux demandes des groupes touchés.

Malgré de coûteuses campagnes publicitaires largement diffusées pour redorer son image, la société Vale est en fait devenue un symbole de violents effets socio-environnementaux, de non-respect des lois sur les relations de travail et l'environnement et de violations des droits de l'homme. Par exemple, un épisode qui s'est produit en mars 2013 est emblématique dans le sens qu'il a exposé les actions sordides de la société Vale pour assurer le plus longtemps possible le maintien de ses actions et une rentabilité maximale. Ce mois-là, un ancien employé de la société Vale a présenté au Ministère public fédéral brésilien une dénonciation concernant le fonctionnement de la section de surveillance et de renseignements de l'entreprise. Il a révélé que la société Vale espionnait les fonctionnaires, les journalistes et les membres des communautés touchées ainsi que les mouvements sociaux opposés aux projets de l'entreprise.

Ces révélations constituent d'importants indices sur ce que signifie réellement la durabilité dans la stratégie de cette minière internationale. Il s'agit en fait de la durabilité du *modus operandi* de la société Vale, y compris la violation des droits, afin de toujours maintenir ses juteux profits.

Sachant qu'il n'est pas facile de révéler, faire résonner et diffuser largement les agissements d'une entreprise comme Vale et de l'affronter, l'Articulación Internacional de los Afectados por Vale cherche à agir sur différents fronts. Il regroupe un grand nombre de réseaux et communautés de divers pays du monde qui contribuent à la production de divers documents d'enquête et de dénonciation de violations des droits commis par cette entreprise et porte certaines de ces dénonciations devant des instances internationales de défense des droits de l'homme.

Un des piliers du travail de l'Articulación est l'échange d'informations et d'expériences de lutte entre les communautés touchées dans divers pays. Ce travail renforce et dynamise les résistances locales, car il révèle le contexte global d'exploitation et le fonctionnement de cette entreprise dans les territoires où elle intervient. Les échanges lors des rencontres internationales des victimes de Vale et des caravanes qui visitent différentes communautés constituent des moments pour renforcer les actions de résistance et une forme d'expression des similitudes et des relations entre les différents groupes sociaux.

Les interventions de l'Articulación à titre d'actionnaire critique dans les assemblées des actionnaires de la société Vale sont un autre pilier de son travail. Ces interventions sont effectuées chaque année depuis 2010 et ont pour but de sensibiliser les autres actionnaires sur les effets de la stratégie commerciale de Vale sur le terrain. Cette stratégie consiste à accroître l'offre de minerai de fer et à réduire les coûts de production : pressions plus fortes et agressives en faveur d'une flexibilisation de la législation sur l'environnement et de l'émission plus rapide des permis, prolongation des heures de travail, non-reconnaissance des droits des travailleurs et travailleuses et intensification des conflits avec les collectivités sur les sites d'exploitations.

L'Articulación produit également des outils de sensibilisation sur les conflits socio-environnementaux que l'entreprise essaie de cacher. En 2010, l'Articulación a produit le *Dossier de los Impactos y Violaciones de Vale en el Mundo* [Dossier sur les effets et les violations de Vale dans le monde] (2), lequel contient des dénonciations concernant des projets de l'entreprise dans huit pays et six États du Brésil. Elle a également publié deux *Informes de Insostenibilidad de Vale* [Rapport sur la non-durabilité de Vale] en 2012 (3) et 2015 (4), qui contestent, point par point, les axes du Rapport sur la durabilité de l'entreprise. De plus, en 2012, Vale a été nommée lauréate du prix « Public

Eye Award » décerné aux pires sociétés privées de la planète (5), à la suite d'une large élection populaire dans internet.

L'*Informe de Insostenibilidad Vale 2015*, publié un jour avant l'assemblée annuelle des actionnaires de l'entreprise, à laquelle l'Articulación a participé, présente des informations sur plus de 30 conflits impliquant différents maillons de la chaîne de production de Vale dans différents pays. Les cas les plus graves incluent l'épisode d'espionnage mentionné ci-dessus et l'accusation de conditions de travail similaires à celles de l'esclavage, lesquelles ont été dénoncées au Ministère public du Brésil. La publication présente également des investissements de Vale dans des projets faisant l'objet de litiges liés au non-respect de la législation sur la protection de l'environnement.

Parmi le large éventail de violations présentées dans le rapport, nous relevons trois cas emblématiques qui portent sur les enjeux majeurs que sont la santé, la réinstallation de populations déplacées et la liberté syndicale. Au Mozambique, dans le district de Moatize, province de Tete, l'on trouve un des plus gros gisements de charbon au monde que Vale S.A. exploite à ciel ouvert. Dans l'aire de chargement et de déchargement, il y a une forte concentration de poussière qui fait disparaître la végétation dans la région et met à risque la santé des habitants. En se basant sur une étude, l'Instituto de Estudios Sociales y Económicos Mozambiqueños (Iese, Institut mozambicain d'études sociales et économiques) a averti que Moatize pourrait connaître de graves problèmes de contamination atmosphérique causés par les mines de charbon. Il a aussi constaté que la présence de contaminants dans l'air, comme le dioxyde de soufre, des oxydes d'azote et le monoxyde de carbone, pourrait nuire à la santé à long terme de la population.

Également au Mozambique, Vale est connue pour les mauvaises conditions de réinstallation de plus de 1 300 familles, dépossédées des terres qu'elles avaient occupées pendant des générations, pour faire place au projet d'extraction de charbon dans la province de Tete. L'accès des familles à l'eau, aux terres et à l'énergie est difficile. Elles se trouvent sur des terres inaptes à l'agriculture et n'ont pas reçu à ce jour les indemnités complètes auxquelles elles ont droit. Les maisons, construites par la société Vale elle-même, ont déjà dû être réparées au moins trois fois en raison de fissures, de l'enfoncement et de l'érosion qui menacent la structure des maisons. Les familles déplacées ont organisé plusieurs mobilisations, dont le barrage des routes d'accès à la mine de Vale. Elles dénoncent les conditions de vie précaires qu'elles subissent depuis la fin de 2009, mais il n'y a toujours pas eu de réponse satisfaisante de la part de l'entreprise.

Vale est réputée pour son non-respect de la liberté d'association et sa cooptation des groupes qui la critiquent. Divers syndicats accusent Vale de bloquer les initiatives syndicales et de créer des obstacles aux efforts pour garantir de meilleures conditions de vie et de travail. Le style de gestion de l'entreprise est souvent perçu comme une stratégie pour miner subtilement la force des syndicats et isoler les dirigeants syndicaux élus démocratiquement. En 2014, cette pratique de cooptation des dirigeants du Sindicato Metabase Carajás (Pará) – le plus grand syndicat de mineurs au Brésil basé au cœur de la principale mine de Vale – a été dénoncée lorsque, après 20 ans, un groupe de travailleurs est parvenu à inscrire une équipe à l'élection de la direction du syndicat sans être battue dans les coulisses. Au cours de ces deux décennies, l'entreprise et le mouvement syndical coopté alléguaient qu'il n'y avait pas d'opposition parmi les travailleurs, en occultant l'ingérence de l'entreprise et l'insatisfaction des travailleurs.

L'Articulación Internacional de los Afectados por Vale continuera de publier et de dénoncer les pratiques de l'entreprise cachées derrière le discours de la « responsabilité sociale » et des pratiques de gestion corporative exemplaire, des pratiques qui appuient la formulation d'une politique de dommages sociaux alignée avec les objectifs commerciaux de l'entreprise. Les résultats

observables de cette stratégie sont la désarticulation de la résistance et l'augmentation du contrôle territorial de Vale. Cependant, les actions de Vale ne nous feront pas renoncer à lutter pour la justice, les droits et le respect des modes de vie et de l'environnement, ainsi que pour l'autonomie et le rôle de premier plan des victimes, directes et indirectes, dans la prise de décisions concernant le développement économique de leurs territoires.

Nous contestons le pouvoir absolu de Vale et luttons pour renforcer les travailleurs et travailleuses ainsi que toutes les victimes de ses actions.

Vivre dans la dignité n'a pas de prix.

Maíra Sertã Mansur, Secrétaire exécutive de l'Articulação Internacional de los Afectados por Vale et chercheuse.

Gabriel Strautman, Chercheur de l'Instituto Políticas Alternativas para el Cono Sur — PACS

1. Il y a eu près de cent actions populaires visant l'annulation de la privatisation de l'entreprise. En avril 1997, la société, alors appelée Companhia Vale do Rio Doce, a été privatisée par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1994-2002). La société a été bradée au prix dérisoire d'à peine 3,4 milliards de dollars US, avec une subvention du BNDES (Banque nationale de développement économique et social) et la participation des fonds de retraite des grandes entreprises d'État brésiliennes. S'il est confirmé qu'il y a eu évasion fiscale et sous-évaluation des avoirs de l'entreprise, il est certain que la vente de Vale sera annulée.
2. http://www.justicanostrilhos.org/IMG/pdf/dossie_versaoweb_1_0.pdf
3. <https://atingidospelavale.wordpress.com/2012/04/18/relatorio-de-Insostenibilidade-da-vale-2012/>
4. <https://atingidospelavale.wordpress.com/2015/04/16/leia-relatorio-de-Insostenibilidade-da-vale-2015/>
5. <http://publiceye.ch/fr/galerie-des-horreurs/>